

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?810-la-democratie-directe-projet-principe>



La démocratie directe : projet, principes et adversaires (1/3)

- Nos textes - Comptes-rendus d'interventions -

La démocratie directe

Islamisme
islamogauchisme
islamophobie

Conférences - débats avec
LIEUX COMMUNS
www.magmaweb.fr

projet
principes
adversaires

**Vendredi 5
et samedi 6
avril 2013**

Antigone

22 rue des violettes, Grenoble Tram C arrêt Vallier-Catane
Bus 32 arrêt "champs élysées" Bus 26 arrêt "Vallier-Catane"
contact@bibliothequantigone.org www.bibliothequantigone.org

Date de mise en ligne : jeudi 14 janvier 2016

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Les vendredi 5 et samedi 6 avril 2013, la librairie Antigone de Grenoble a invité le collectif Lieux Communs à venir animer deux soirées publiques.

La soirée était annoncée sur [le site de la librairie Antigone](#) ainsi que sur le site [Alpes Solidaires](#).

La première soirée était consacrée à la question de la démocratie directe, sur le thème « Projet, principes, adversaires », à l'occasion de la sortie imminente d'une brochure du collectif sur la question [1]. La seconde soirée avait pour thème « **Islamisme, islamophobie, islamo-gauchisme** », qui semble bien être devenu la nouvelle question russe, celle qui clive profondément les groupes militants, révèle leurs présupposés et axiomes premiers, et dont découlent plus ou moins implicitement leurs positions politiques.

Les textes ci-dessous sont la transcription des diverses interventions (exposés, débats) de cette première soirée, qui se compose d'une présentation de la librairie Antigone et du collectif Lieux Communs, d'un premier exposé sur **les principes de la démocratie directe** (première partie, ci-dessous), puis d'un second sur **[La démocratie directe : un projet de société](#)** (à noter que le troisième volet du triptyque, celui consacré aux « adversaires » de la démocratie directe n'a pu être présenté faute de temps. Il fera l'objet d'un texte à part entière, prochainement publié).

Les exposés ont été complétés et clarifiés sans altérer le contenu.

Présentation d'Antigone

Vous êtes ici à Antigone, dans une bibliothèque-librairie-café, qui existe depuis onze ans - nous avons ouvert en avril 2002 dans un autre lieu que celui-ci. Nous essayons de tendre vers l'autogestion. Nous ne fonctionnons qu'avec des bénévoles, sans subvention, ce qui nous donne une grande liberté dans la gestion de notre bibliothèque ici, de notre librairie à côté, et de l'autre partie.

Au départ, nous voulions que ce soit une bibliothèque, puis nous avons été contacté par des éditeurs indépendants qui avaient du mal à être diffusés. C'est pour cela que nous avons ouvert une partie librairie qui nous sert à fournir la bibliothèque avec les bénéfiques correspondants. En ce moment, nous sommes une petite vingtaine de bénévoles. C'est quelque chose qui n'est pas fermé. Si vous voulez vous investir, soyez les bienvenus. Nous sommes friands de nouvelles recrues... Il y a plein de choses à faire, de petites permanences de temps en temps, un collage, déplacer trois chaises ou alors venir trois fois par semaine. Toute la palette est possible.

Ce soir et demain, nous recevons le **Collectif Lieux communs**. Ils vont se présenter eux-mêmes et faire la soirée. Si vous avez des questions, il y a un certain nombre de bénévoles présents, donc n'hésitez pas en informel à venir nous questionner pour les détails.

Présentation du collectif

Majid : Merci à la librairie Antigone de nous avoir invités, et merci à vous d'être venus. Nous sommes un petit

groupe politique né il y a sept ans bientôt. Nous sommes cinq-six personnes, avec une vingtaine ou une trentaine de sympathisants. Nous venons de divers horizons : certains d'entre nous ont participé à des mouvements sociaux, d'autres ont milité ou côtoyé des partis, des associations ou des groupuscules. La naissance du collectif vient des impasses que nous avons rencontrées dans ces expériences. Dans les mouvements sociaux, on parle beaucoup de convergences des luttes, mais celles-ci ne se produisent pas. Nous avons donc interrogé nos préjugés de militants pour essayer de jeter un regard neuf sur ce qu'il était possible de faire.

Nous sommes contre l'organisation capitaliste de la société, mais aussi contre sa dimension culturelle, la société de consommation, et d'une manière plus générale toute forme d'aliénation. Ce que nous posons face à cela, c'est la démocratie directe.

Nous avons participé au mouvement de lutte contre la réforme des retraites de 2010, qui a été le sujet de [notre première brochure](#). En mars 2011, après le soulèvement tunisien, nous sommes allés en Tunisie voir des camarades, essayer d'avoir un regard lucide sur ce qui se passe là-bas, dans ce que ça a d'enthousiasmant, mais sans négliger les impasses ou les réalités difficiles. Ça a été le sujet de [notre deuxième brochure](#). Nous nous sommes aussi intéressés, via les membres grecs du collectif, au mouvement dit « des indignés » en Grèce, ou plutôt le « mouvement des places », qui a été le sujet de [notre troisième brochure](#).

Moins lié à l'actualité, nous avons sorti [une brochure sur les questions d'identité](#), dont nous reparlerons demain. Enfin, nous sommes en train de travailler sur le cœur de nos préoccupations politiques, la démocratie directe, à laquelle nous allons consacrer [trois brochures](#). Via cette thématique, nous posons une critique et des objectifs : redéfinition collective des besoins, participation de tous à l'élaboration des lois. Ça ne pourra pas être seulement de bons leaders ou un bon parti qui viendront tout résoudre. Nous devons tous prendre la responsabilité de participer à la définition de ce qu'est une société juste, de ce qu'est une bonne loi. Cette participation est ce qui garantit la liberté et l'égalité de chacun. C'est tout pour l'introduction. Je vais laisser Pierre et Quentin entrer dans le vif du sujet.

Exposé sur les principes de la démocratie directe

Pierre : Mon exposé a pour objet de préciser les points sur lesquels nous nous démarquons d'autres courants politiques, afin que vous puissiez nous situer, à partir de quelques textes de Cornelius Castoriadis.

1. Nous pensons que le système politique actuel ne nous laisse aucun espace démocratique : nous sommes des citoyens sans cité.

Ce qu'on appelle démocratie représentative, nous l'appelons oligarchie. Les cliques qui alternent au gouvernement représentent une caste unique, qui est en permanence au pouvoir. Ces cliques mènent de plus en plus des actions à court terme, au coup par coup, qui répondent de moins en moins aux préoccupations de la population. Les problèmes de chômage, de logement ou d'écologie, par exemple, perdurent, s'aggravent depuis des dizaines d'années. Le problème, c'est que la caste au pouvoir monopolise tous les espaces où la population pourrait s'exprimer. Une grande part des débats publics - dans la presse, les médias - est réservée à la politiciaille. Et lorsque des questions réelles sont abordées, elles sont aussitôt détournées. Par exemple, on entend régulièrement des politiciens dire qu'il y a du chômage, donc il faut donner de l'argent aux entrepreneurs.

Au niveau local, tout espace est étroitement encadré, y compris là où sont proposés des dispositifs de démocratie participative. Ces dispositifs ne sont jamais démocratiques de bout en bout. Prenons l'exemple du réaménagement d'un parc public. Soit la population est conviée à choisir entre trois projets aboutis (sans qu'elle puisse intervenir dans la conception desdits projets), soit on va vous dire : vous pouvez débattre, faire des propositions à titre consultatif, mais la décision finale ne vous appartient pas.

Enfin, la démocratie est absente du monde du travail, où - pour ceux d'entre nous qui travaillent - nous passons un tiers de notre vie éveillée. Essayez de discuter avec votre patron de l'organisation de votre travail. Vous allez vite constater que ce n'est pas du tout la démocratie. Vous avez même de fortes chances de vous faire virer. Si vous êtes au chômage, vous n'avez pas non plus intérêt à la ramener quand vous allez à Pôle Emploi ou à la CAF.

Demander la démocratie sur ces terrains-là, c'est risquer de se retrouver sans aucun moyen de subsistance. Cette situation amène à une crise profonde du système politique. La population est partagée entre le désir de peser sur une société en train de devenir folle et le constat amer de son impuissance. Ainsi, aux élections, les votes sont de plus en plus volatils, l'abstention progresse, et les nouveaux élus connaissent un discrédit immédiat (v. l'élection

de F. Hollande).

Que peut-on faire, concrètement ?

Voter Hollande pour dégager Sarkozy, est-ce une façon d'éviter le pire ? S'en remettre à des démagogues comme Marine Le Pen ou Mélenchon, N'est-ce pas une façon de rester dans une posture infantile, de croire que tout à coup la personne élue va magiquement résoudre tous les problèmes ?

Si nous décidons de passer outre les politiciens et de prendre en main nos propres affaires, une foule d'autres questions se posent. Arriverons-nous à gérer l'eau, l'électricité, la distribution d'énergie, de nourriture ? Le grand argument des politiciens - qui trouve un écho dans la population - est que nous ne pourrions pas prendre en main les affaires publiques parce que nous ne sommes pas des spécialistes. Mais le suffrage universel est fondé sur l'idée que les affaires publiques sont l'affaire de tous, spécialistes ou pas. Donc : soit nous sommes en droit de nous mêler des affaires publiques, soit la politique est l'affaire exclusive de spécialistes, et si on suit cette logique, il faut supprimer le suffrage universel.

2. Nous pensons qu'on ne peut pas fonder une société réellement démocratique sur le système représentatif.

Nous distinguons le gouvernement représentatif de la démocratie. Pour comprendre la différence, il faut remonter aux Lumières. Au 18e siècle, le mot démocratie n'avait pas bonne presse. La plupart des penseurs des Lumières voulaient un système où les nobles partageraient le pouvoir politique avec la bourgeoisie, mais où la populace en serait exclue. Ils étaient pour un système aristocratique, c'est-à-dire favorisant « les meilleurs ». Ils estimaient que les droits politiques ne devaient être octroyés qu'à des gens éclairés qui élisent les plus vertueux d'entre eux. A l'époque, on ne confondait pas ce système avec la démocratie, définie à juste titre comme le gouvernement par « le peuple en corps » (c'est-à-dire l'ensemble des citoyens réunis en assemblée pour légiférer.

En septembre-octobre 1789, l'Assemblée constituante adopte donc un système aristocratique, fondé sur le suffrage censitaire. Il faut avoir des biens pour être électeur, et entre deux élections, les représentants ne sont pas révocables. En effet, on estimait que pour bien gouverner, les élus devaient être soustraits à toute pression extérieure.

Le caractère démocratique formel du système actuel est venu de l'irruption du peuple sur la scène politique à partir du 14 juillet. Le peuple a ouvertement fait pression sur le corps politique (le roi, les députés) contre l'esprit même de la constitution. Par exemple, le 5 octobre 1789, les Parisiennes ramènent la famille royale de Versailles à Paris pour mieux la contrôler. Le peuple a instauré un contrôle démocratique de fait, et c'est à ses luttes, qui se sont prolongées au 19e siècle que nous devons nos droits et nos libertés. Nous distinguons donc le gouvernement représentatif tel qu'il a été pensé par les penseurs des Lumières et les premiers législateurs de la Révolution, et le courant démocratique, porté ensuite par le mouvement ouvrier.

3. Nous pensons que le principal obstacle à la mise en place d'une société démocratique est d'ordre anthropologique.

Pour comprendre le mot anthropologique, on peut penser au film Les Visiteurs. L'humour du film est en grande partie basé sur la confrontation de deux types anthropologiques. Celui des deux héros débarquant du moyen âge avec leur façon de penser, de vivre, d'être au monde différente de la nôtre. A chaque société correspond un type anthropologique. Pour comprendre l'obstacle que le type anthropologique actuel peut poser à une transformation sociale, il faut remonter cinquante ans en arrière. A la fin des années 1950, vous aviez en France une société de pénurie. La condition des gens ne s'améliorait que très lentement, et l'idée était encore répandue qu'on ne pouvait espérer une existence meilleure qu'après la mort. Au début des années soixante, l'arrivée de la société de consommation de masse a bouleversé cette situation. Le paradis sur terre est devenu une perspective atteignable. Le confort, l'indépendance, la recherche du plaisir immédiat sont devenus possibles. La société patriarcale a explosé, les femmes sont sorties de leur statut de mineures dépendant de leurs parents ou de leur mari, les minorités raciales ont obtenu des droits, l'homosexualité a été progressivement dépénalisée. Tout cela a été très positif en termes d'émancipation.

Le contrecoup, c'est que cette crise de valeurs n'a débouché que sur le triomphe des valeurs véhiculées par la société de consommation : le consumérisme et l'individualisme. Les valeurs d'une société - que nous les jugions

bonnes ou mauvaises - sont ce qui fonde sa cohésion. Or, le consumérisme et l'individualisme détruisent cette cohésion. Ils favorisent le chacun-pour-soi, l'atomisation sociale. Dans les années 1970, la crise des valeurs s'est ainsi muée en décomposition.

Le fait qu'aucune valeur positive n'ait émergé de cette crise a aussi à voir avec le désenchantement lié à la précédente tentative de changer la société. En 1956, via le rapport Krouchtchev, c'est le pouvoir soviétique lui-même qui lève un voile sur les horreurs staliniennes. La même année, la répression des ouvriers hongrois par l'armée rouge montre le gouffre qui existe entre le prolétariat et la bureaucratie censée incarner sa volonté. La conjonction de ces deux facteurs - avènement de la société de consommation et désenchantement par rapport au communisme - a provoqué l'apathie de la population.

4. Nous pensons que ce n'est pas la crise qui a « désarmé les travailleurs », mais que c'est l'apathie de la population qui a permis l'offensive dite « néolibérale ».

Nous voudrions casser ici une idée reçue, celle qui voudrait qu'à partir du choc pétrolier de 1974, la crise économique aient provoqué l'apathie de la population, lui enlevant toute volonté de se défendre. Bien sûr, dans les années 1980, la hausse du chômage a accru le désarroi de la population. Mais les signes d'apathie était décelable dès la fin des années 1950, au moment, par exemple, de la prise de pouvoir de De Gaulle en 1958.

Au début des années 1980 donc, Reagan et Thatcher ont mené l'offensive de la droite. Celle-ci consistait à profiter de la crise économique pour opérer un transfert de richesses des plus pauvres vers les plus riches. Notez que cette politique n'était pas une fatalité : il y avait une alternative, celle de répartir plus équitablement les effets de la crise. Mais les gouvernants n'ont pas fait ce choix. Les États ont abandonné leurs outils de régulation (contrôle du taux de change, législation sur les licenciements...). Ils ont laissé se développer un chômage de masse, ce qui leur a permis de discipliner les travailleurs. 20% de la population a été durement frappée, tandis que les 80% restants continuaient à consommer. Cette division a rendu très difficile toute riposte globale, cantonnant les 20% les plus pauvres à des luttes dispersées et explosives.

L'offensive néolibérale a donc accru l'apathie de la population, mais elle n'en est pas à l'origine. Au contraire : c'est l'apathie qui a permis l'offensive néolibérale.

Cette analyse casse un postulat répandue dans les mouvements contestataires en général et dans les courants d'inspiration marxiste en particulier. C'est l'idée que le prolétariat, poussé par une misère toujours grandissante, seraient toujours prêts à se révolter contre la société capitaliste. Cette idée pousse par exemple les militants du NPA à chercher en permanence quelle fraction opprimée de la population provoquera l'étincelle. Les étudiants ? Les ouvriers ? Les petits voyous de cités ? Les immigrés ? Nous, nous disons qu'anthropologiquement, les gens sont prêts à se battre... pour rester dans la société existante. Parce qu'en sortir, c'est prendre le risque de quitter le paradis sur terre pour retomber dans la pénurie ou l'horreur totalitaire. Nous ne présumons pas la population comme potentiellement révolutionnaire. Au contraire, nous constatons que le réflexe de la plupart des gens actuellement est de monter suffisamment haut dans la hiérarchie sociale existante pour se mettre à l'abri du besoin. C'est en cela que l'obstacle principal à tout changement social est anthropologique : nous avons intériorisé les réflexes de l'oligarchie. Nous en débarrasser requiert un énorme travail sur nous-mêmes.

5. Nous pensons qu'il n'y a pas de sens de l'histoire. Toute société est une création collective.

Une fois que nous avons pris conscience de cela, nous ne devons pas rester sur des considérations aussi sombres. Nous devons nous demander sur quoi nous pouvons nous baser pour construire un nouveau projet de société.

Nous partons en effet de l'idée que c'est l'homme qui invente la société dans laquelle il vit. Cela veut dire qu'il n'y a pas, comme le pensait Marx, de sens de l'histoire : esclavagisme, féodalisme, capitalisme, et inévitablement communisme. Ce ne sont pas les conditions socio-économiques qui ont poussés les Grecs antiques à inventer la démocratie. Partout, il y avait des rois, des esclaves, des paysans qui voulaient partager les terres, et des riches qui ne voulaient rien partager. Les Grecs ont inventé la démocratie, les Hébreux ont adopté le monothéisme à peu près au même moment. Il y a là une part de hasard, d'indétermination ou plutôt de création collective, sans cause unique et univoque.

Or, si le politique est une invention, nous pouvons choisir de quelle tradition politique nous inspirer pour dessiner la démocratie directe que nous voulons. Nous choisissons de nous inspirer de trois traditions : la démocratie antique, de ce qu'on en connaît, c'est-à-dire Athènes entre 600 et 400 avant j.-C., le mouvement des Lumières et le

mouvement ouvrier.

6. Nous empruntons à différents courants passés pour bâtir notre projet de démocratie directe.

Comme les Athéniens, nous pensons que le pouvoir doit émaner de l'ensemble de la collectivité. A Athènes, l'assemblée des citoyens réunissait cinq à six mille personnes quarante fois par an. Et que la désignation des gouvernants, administrateurs et juges doit se faire par tirage au sort. Cela implique que chaque citoyen soit éduqué à gouverner et être gouverné. Cela implique aussi qu'il n'y a pas d'État ou d'administration séparée, échappant au contrôle de l'assemblée. Nous leur empruntons aussi l'idée de la rotation des tâches ; le contrôle permanent de l'assemblée sur les mandatés avant (test d'aptitude), pendant (révocabilité du mandat) et après leur mandat (reddition de comptes). Comme eux, nous voulons que les pouvoirs soit explicites et séparés. Par exemple, l'exécutif doit exécuter les lois, - et non gouverner, contrôler le judiciaire et le législatif, déclarer la guerre, etc., comme c'est le cas aujourd'hui. Enfin, nous leur empruntons l'idée fondamentale de l'auto-limitation. Dans une démocratie directe, rien ne garantit qu'une majorité ne prenne une décision contraire à l'idée démocratique même, en abolissant la démocratie par exemple. Les Athéniens avaient prévu deux procédures pour contraindre les membres de l'assemblée à s'auto-limiter : l'exil des citoyens dont l'influence est jugée néfastes à la collectivité (ostracisme) ; et la possibilité de revenir sur une loi jugée contraire aux intérêts de la collectivité (graphê paranomon).

Aux Lumières, ensuite, nous empruntons l'universalisme, c'est-à-dire que toute société, tout individu peut faire sien le projet d'autonomie. Et aussi et surtout cette idée que l'interrogation explicite doit être illimitée : la possibilité d'interroger, de critiquer, d'adopter ou de rejeter toute institution (Dieu, la famille...).

Le mouvement ouvrier quant à lui, a réinventé beaucoup des dispositifs démocratiques déjà connues des Athéniens. Mais nous lui empruntons une idée qui n'existe ni chez les Athéniens ni chez les Lumières : Celle de l'égalité économique entre tous les individus. A nos yeux, cette mesure a moins un but économique qu'anthropologique. Elle vise à saper à la base le délire d'accumulation illimitée de richesse. En ce sens, elle joue un rôle similaire à celui de la tragédie, qui était de rappeler aux hommes combien leurs passions, leur folie, leur démesure pouvait être destructrices.

(.../...)

[Deuxième partie disponible ici](#)

[1] [« Démocratie directe. Principes, enjeux et perspectives » en trois volets](#)